

GUIDE PRATIQUE DU RECOUVREMENT

SOMMAIRE

- Introduction
- Les différentes étapes pour obtenir le paiement d'une créance
- 1ère étape: les relances amiables
- 2ème étape : faire une mise en demeure
- 3ème étape : l'injonction de payer
- Recouvrement - Offre Legalstart

INTRODUCTION

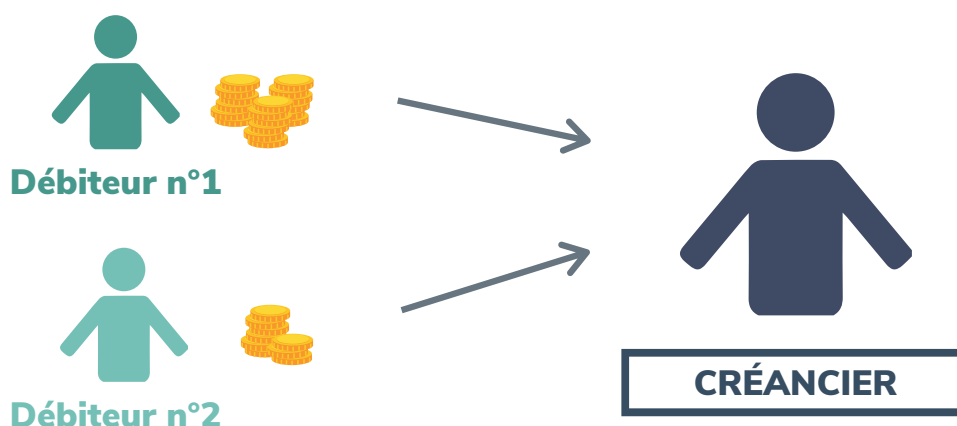


Qu'est-ce qu'une créance impayée ?

Une dette est une somme d'argent due par une personne à une autre.

- Celui qui doit l'argent est appelé le débiteur.
- Celui à qui on doit l'argent est appelé le créancier.

On dit alors que le débiteur a une dette envers le créancier et, à l'inverse, que le créancier a une créance envers le débiteur.



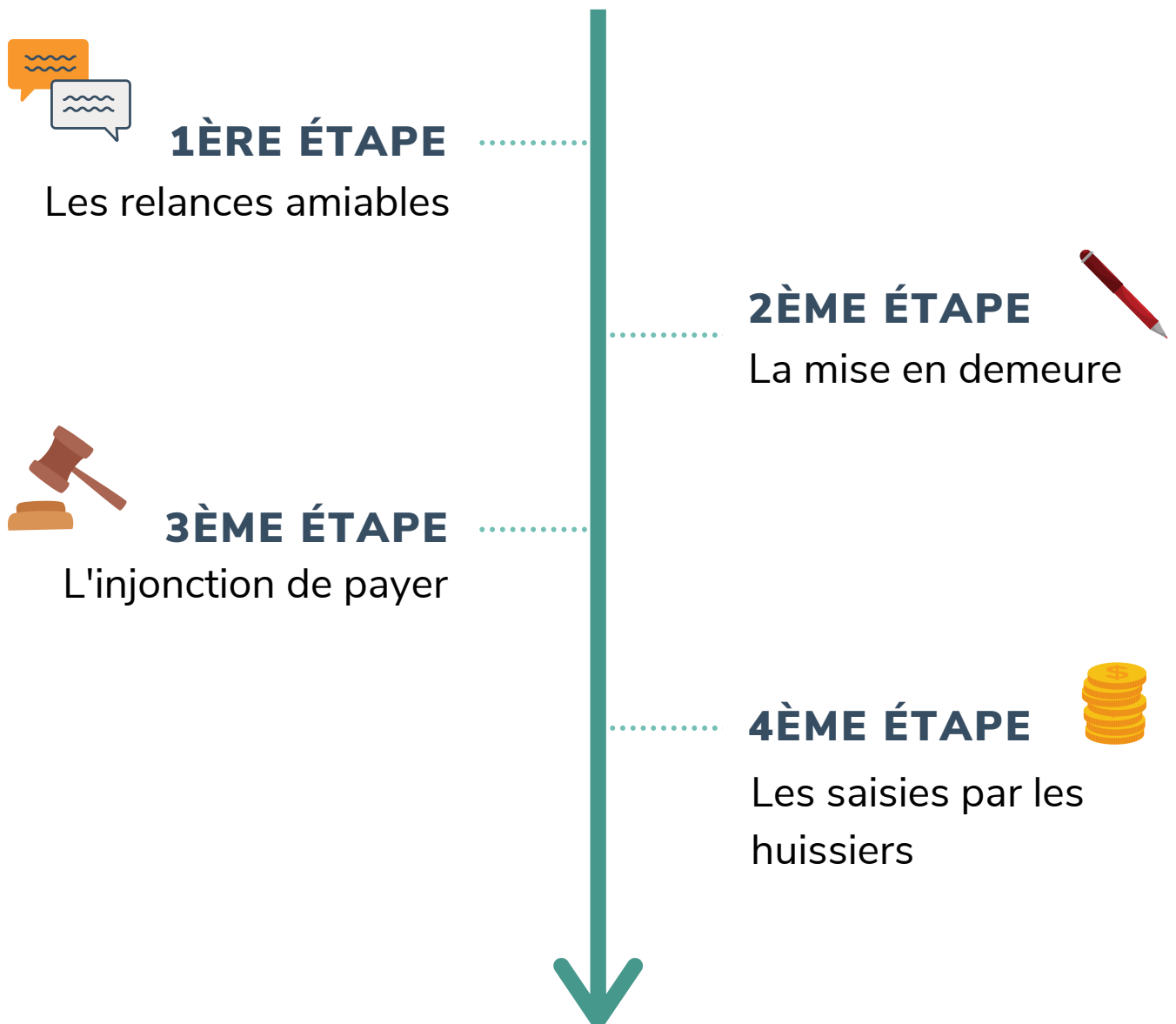
Toute créance a une date d'exigibilité, c'est-à-dire une date à laquelle le débiteur doit payer. Dès que cette date est dépassée, on parle de créance impayée.

Le recouvrement correspond aux démarches qu'effectue le créancier pour obtenir les sommes dues par son débiteur.

Ce guide a vocation à présenter les principaux modes de recouvrement. N'hésitez pas à consulter nos [fiches pratiques](#) pour approfondir votre recherche.

QUELS SONT LES ETAPES DU RECOUVREMENT ?

La procédure de recouvrement des créances impayées est relativement encadrée, il y a des étapes à respecter.



Voici tout ce qu'il faut savoir sur ces quatre étapes.

1ÈRE ÉTAPE: LES RELANCES AMIABLES



Qu'est-ce qu'une relance amiable?

Une relance amiable consiste à **rappeler au débiteur** qu'il doit vous payer sans pour autant utiliser des moyens contraignants.

Il existe plusieurs moyens : appel téléphonique, SMS, e-mail, courrier, etc.

Est-ce obligatoire?

Non ! Il n'est pas obligatoire de faire des relances amiables. Il est possible de passer directement à l'étape n°2, celle de la mise en demeure.

Bon à savoir :

Il est souvent utile de conserver cette étape, pour deux raisons :

- Si ça ne fonctionne pas, elle vous permet d'avoir des **preuves de votre bonne volonté** en cas de procès ultérieur.
- Si cette étape fonctionne, elle vous permet d'éviter une **procédure judiciaire** (ce qui représente un gain de temps et d'argent).



2ÈME ÉTAPE : LA MISE EN DEMEURE



Qu'est-ce qu'une mise en demeure ?

La mise en demeure est une lettre envoyée par le créancier au débiteur dans laquelle le premier demande au second de le payer.

Elle est envoyée en recommandé avec accusé de réception.

Conséquence pour le créancier

Il y a deux principales conséquences pour le créancier :

- Permet de saisir les juges par la suite pour engager une procédure judiciaire.
- Permet de faire courir les intérêts de retard.

Est-ce obligatoire?

Oui ! Il est obligatoire de faire une mise en demeure.

Contenu de la lettre

Le créancier demande au débiteur de le payer dans un délai :

- de 8 jours s'il a déjà fait des relances amiables.
- de 30 jours a contrario.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il l'informe qu'il saisira les juges pour obtenir le remboursement de sa créance.



3ÈME ÉTAPE : L'INJONCTION DE PAYER



Qu'est-ce qu'une injonction de payer?

Lorsqu'une mise en demeure a été infructueuse, il est possible d'engager une procédure judiciaire. Il est alors nécessaire de faire une **requête en injonction de payer** devant les juges. Si ces derniers donnent raison au créancier, ils délivrent une **ordonnance d'injonction de payer**.

Attention :

L'ordonnance en injonction de payer doit être **signifiée au débiteur** par **huissier** pour que celui-ci en ait connaissance.

Quel est l'intérêt de l'ordonnance d'injonction de payer?

Après avoir demandé aux huissiers d'apposer le formulaire exécutoire sur l'ordonnance, il est possible de réaliser des **saisies d'huissiers** (saisie sur rémunération, etc.) pour obtenir le remboursement de la créance.



L'OFFRE LEGALSTART

Afin de faciliter les démarches pour recouvrer vos créances, Legalstart propose un accompagnement dans toutes les étapes de recouvrement.

Détail de l'offre:

1

Remplir le questionnaire en ligne.

2

Accédez à votre espace personnel permettant de suivre l'évolution de votre dossier et de fournir les pièces justificatives.

3

Une équipe de formalistes vérifie votre dossier et s'occupe de toutes vos formalités administratives.

PRIX DE L'OFFRE LEGALSTART :

à partir de

11 €

(hors frais administratifs
obligatoires)

Je veux recouvrer mes créances !